



NATIONS UNIES

1980

CONSEIL  
DE TUTELLEDistr.  
LIMITEET/L.1224  
4 juin 1980  
FRANCAISORIGINAL : ANGLAIS/  
FRANCAISQuarante-septième session  
Point 4 de l'ordre du jour

## SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1503ème séance, le 29 mai 1980, le Conseil de tutelle a désigné un comité de rédaction composé des représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qu'il a chargé de proposer, sur la base des délibérations qui avaient eu lieu au Conseil, des conclusions et des recommandations concernant la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, et de faire des recommandations au sujet du chapitre relatif à la situation dans ce territoire à inclure dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
2. Le Comité de rédaction a tenu \_\_\_\_ séances. Il a bénéficié du concours de représentants de l'Autorité administrante.
3. Compte tenu de la discussion générale qui avait eu lieu au Conseil de tutelle sur la situation dans le Territoire, le Comité a rédigé un certain nombre de conclusions et de recommandations qui, à son avis, reflètent les opinions de la majorité des membres du Conseil et qui sont reproduites dans l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande au Conseil de tutelle d'adopter le document de travail révisé relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/L.1220 et Add.1 et 2), en tant que texte de base à utiliser pour le chapitre relatif à la situation dans ce territoire à inclure dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
5. Le Comité recommande également que le Conseil de tutelle adopte les conclusions et recommandations énoncées dans l'annexe et les ajoute à la fin de son rapport.



Annexe

PROJET DE CONCLUSIONS ET DE RECOMMANDATIONS

A. GENERALITES

Le pays et ses habitants

1. Le Conseil de tutelle note que, selon le Président des Etats fédérés de Micronésie, la mise en place des nouvelles institutions et l'installation de la capitale à Ponape constituent une charge financière accrue pour la Fédération. Il estime que cette question devrait continuer à faire l'objet d'une attention particulière.
2. Le Conseil prend note avec satisfaction des efforts entrepris par l'Autorité administrante, notamment par le financement d'un programme de deux ans, pour améliorer le système de télécommunications sur haute fréquence du Territoire sous tutelle. Il prie toutefois l'Autorité administrante d'examiner la possibilité de recourir à un système techniquement mieux adapté aux exigences du Territoire.
3. Le Conseil note avec intérêt qu'un recensement de la population du Territoire sous tutelle aura lieu au mois de septembre 1980.
4. Le Conseil prend note des préoccupations exprimées par les représentants de la Micronésie sur les dangers qui pourraient résulter du stockage de déchets nucléaires dans la région du Pacifique ainsi que des observations formulées à cet égard par l'Autorité administrante (T/OBS.10/49). Le Conseil a également pris note de la communication du Gouvernement du Japon sur ce sujet (T/1823).
5. Le Conseil se félicite de l'action entreprise par l'Autorité administrante pour réparer les dommages causés par le raz-de-marée du mois de décembre dernier qui a affecté Majuro.

Déplacements de population

6. Le Conseil note avec satisfaction que l'achèvement des travaux du programme de décontamination et de remise en état d'Enewetak a été mené à bien cette année, conformément au calendrier prévu. Il prend bonne note de l'intention de l'Autorité administrante d'organiser le retour des habitants d'Enewetak au cours des prochains mois. Il note avec satisfaction que les examens médicaux nécessaires seront assurés de façon continue et que la santé de la population d'Enewetak sera pleinement protégée.

7. Le Conseil reste toutefois préoccupé du sort des Bikinien qui ne peuvent plus, dans un futur proche, espérer retourner à Bikini. Il note que des missions exploratoires conjointes pour trouver un site de réinstallation des Bikinien ont eu lieu depuis la dernière session du Conseil. Il espère qu'une solution tenant compte des vœux des populations concernées pourra être rapidement trouvée.

8. Le Conseil note avec satisfaction que, dans l'intervalle, le programme provisoire d'amélioration des conditions de vie des Bikinien sur l'île de Kili et d'Ejit s'est poursuivi. Il regrette, à cet égard, que les études entreprises sur la construction d'un dock utilisable par tous les temps aient abouti à des conclusions négatives. Le Conseil note toutefois que l'Autorité administrante a, entre autres, engagé une étude pour la construction d'un petit aéroport sur l'île de Kili.

9. Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de faire en sorte que toutes les mesures nécessaires pour éloigner les risques de radiations dangereuses, qui menacent les habitants des îles Marshall, soient prises. Au cours de la présente session, le représentant des îles Marshall, comme les pétitionnaires représentant la Ligue internationale des droits de l'homme et la population de Bikini-Kili, ont exprimé leur inquiétude sur les dangers résultant d'essais d'armes nucléaires.

10. Le Conseil exprime son inquiétude à l'égard des signes de maladie que présentent les populations qui ont été exposées à des radiations. Il recommande que cette question soit suivie avec attention et qu'une équipe médicale soit envoyée sur place, comme cela avait été prévu, afin qu'un examen approfondi de tous les habitants concernés puisse être mené.

11. A cet égard, le Conseil relève avec satisfaction que la "Public Law" 96-205, loi qui engage le Gouvernement des Etats-Unis à fournir une assistance médicale pour toute affection qui pourrait résulter, directement ou indirectement, d'essais d'armes nucléaires, a été signée le 12 mars 1980 par le Président des Etats-Unis. Le Conseil recommande que tous les efforts soient déployés pour que le rapport prévu par cette loi soit soumis au Congrès des Etats-Unis avant le 1er janvier 1981.

12. Le Conseil reste préoccupé par la situation qui prévaut sur l'île d'Ebeye. Il relève qu'au cours de la Mission de visite effectuée par le Conseil, des habitants d'Ebeye ont exposé leurs difficultés, dues à la surpopulation de l'île, à l'insuffisance des systèmes de santé et de communication ainsi qu'au chômage des jeunes. Le Conseil note que certains projets concernant l'adduction d'eau, le réseau d'égouts, la réparation des routes et de l'hôpital seront entrepris en 1981.



Réparations pour dommages de guerre et d'après-guerre

13. Le Conseil de tutelle exprime une nouvelle fois sa préoccupation devant le fait que les réparations pour dommages de guerre, telles qu'elles ont été déterminées par la Commission micronésienne des réparations, n'ont pas encore été réglées.

14. Le Conseil prend note de l'observation de la Mission de visite qui s'est rendue dans le Territoire sous tutelle en mars 1980, selon laquelle le fait que la question des demandes de réparations au titre de la catégorie I ne soit toujours pas résolue continue d'inquiéter vivement les habitants de la Micronésie, ce qui porte atteinte à leurs relations par ailleurs étroites et amicales avec les parties en cause. Le Conseil note avec satisfaction que les demandes de réparations au titre de la catégorie II qui étaient encore en suspens ont maintenant été réglées conformément à la décision de la Commission micronésienne des réparations.

15. Le Conseil prend note des craintes de nombreux représentants du peuple micronésien, telles qu'elles sont exprimées dans des déclarations faites à la Mission de visite et reflétées dans des déclarations faites au Conseil, à savoir que, si l'on ne parvient pas à une solution satisfaisante avant la levée de l'accord de tutelle, les demandes non encore réglées au titre de la catégorie I pourraient ne pas être réglées.

16. Le Conseil demande une fois de plus aux parties intéressées d'entreprendre d'urgence un nouvel effort afin de résoudre, au mieux des intérêts des victimes innocentes, ce problème depuis longtemps en suspens et, en particulier, exprime de nouveau l'espoir qu'une solution humanitaire sera trouvée avant la levée de l'accord de tutelle.

17. Le Conseil rappelle la déclaration faite à sa quarante-sixième session par le représentant des Etats-Unis selon laquelle le Gouvernement américain et le Gouvernement japonais étaient en consultation à ce sujet et sa conviction que les deux gouvernements pourraient trouver un moyen d'exprimer la préoccupation et la compassion qu'ils éprouvent pour le peuple de Micronésie.

18. Le Conseil note avec satisfaction la déclaration du Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui a demandé à prendre la parole au Conseil pour marquer à la fois le fait que la Micronésie assumera l'an prochain une nouvelle position au sein de la communauté internationale et le fait que le Japon et la Micronésie sont dans le Pacifique des voisins ayant d'étroites relations historiques, culturelles et économiques. Il a déclaré que le peuple et le Gouvernement japonais avaient le désir de rechercher des moyens de renforcer encore leurs relations d'amitié avec la Micronésie.

## B. PROGRES POLITIQUE

### Structure politique générale

19. Le Conseil note avec satisfaction qu'en dehors des questions juridiques, la plupart des affaires courantes dont s'occupait auparavant l'Autorité administrante relèvent maintenant de la compétence des nouveaux gouvernements constitutionnels. Le Conseil note cependant que le Haut Commissaire reste la plus haute autorité et assume la responsabilité suprême en ce qui concerne le Territoire sous tutelle, y compris la responsabilité de l'exécution des obligations internationales de celui-ci, jusqu'à la levée de l'accord de tutelle.

20. Le Conseil prend note du référendum qui a eu lieu aux Palaos le 9 juillet 1979, et par lequel les électeurs ont à une majorité écrasante approuvé la constitution établie par la Convention constitutionnelle des Palaos. Le Conseil prend note également de la conclusion de la Mission de visite des Nations Unies envoyée aux Palaos pour observer le référendum, d'après laquelle la majorité des électeurs s'est prononcée en faveur du projet de constitution selon des procédures régulières, dans le calme, en toute liberté et connaissance de cause. Le Conseil remarque que le deuxième référendum, qui a eu lieu le 23 octobre, a eu pour effet de confirmer les résultats du premier référendum et que la Législature des Palaos a l'intention d'organiser un dernier référendum en juillet 1980 pour mettre à jour et ratifier la Constitution.

### Gouvernement du Territoire

#### Législatures

21. Le Conseil note que, sous réserve de la ratification du projet de constitution des Palaos le 9 juillet 1980, des élections constitutionnelles auront lieu le 4 novembre 1980 et un nouveau gouvernement sera installé le 1er janvier 1981. Le Conseil se réjouit du fait qu'avec l'établissement d'un gouvernement constitutionnel aux Palaos, des gouvernements localement élus seront chargés de l'administration dans tout le Territoire sous tutelle.

#### Pouvoir exécutif

22. Le Conseil se félicite de l'intention de l'Autorité administrante de se déssaisir le plus rapidement possible des affaires qui peuvent être raisonnablement prises en charge par les nouveaux gouvernements. Il se réjouit des progrès accomplis aux îles Marshall et dans les Etats fédérés de Micronésie dans le sens d'un transfert des responsabilités pour les affaires concernant des domaines très divers, et est heureux de noter que le Gouvernement du district des Palaos assume maintenant un certain nombre de responsabilités incombant antérieurement au bureau du Haut Commissaire.

### Fonction publique

23. Le Conseil se félicite des mesures qui ont été prises pour encourager la "micro-nisation" en vue de permettre à la population du Territoire sous tutelle d'acquérir l'expérience nécessaire, dans tous les domaines de la fonction publique, avant la levée de l'accord de tutelle. Le Conseil prie instamment l'Autorité administrante de mettre à la disposition des Micronésiens autant de programmes de formation intensive qu'elle le pourra pour les préparer à assumer de nouvelles responsabilités, et espère que des spécialistes pourront être fournis dans les domaines techniques et autres domaines spécialisés où le besoin s'en fait sentir, jusqu'à ce que des Micronésiens qualifiés aient été formés pour les remplacer.

24. Le Conseil constate avec regret que l'importance des effectifs du personnel des administrations publiques dans l'ensemble du Territoire sous tutelle demeure préoccupante, grevant lourdement les budgets du Territoire et absorbant une part disproportionnée de la main-d'oeuvre qualifiée. Le Conseil prie instamment l'Autorité administrante d'apporter toute l'aide possible à la création d'emplois dans le secteur privé, de telle sorte que la fonction publique puisse être rationalisée et ses effectifs réduits sans qu'il en résulte une aggravation du chômage.

### Education politique

25. Le Conseil fait siennes les observations faites sur cette question par la Mission de visite qui s'est rendue en Micronésie en mars 1980. En particulier, le Conseil prend note de l'inquiétude qu'a exprimée la Mission quant au fait que le programme d'éducation en vue de l'autonomie avait pris fin, et de l'espoir de la Mission qu'il ne s'agisse pas d'une décision définitive, eu égard à la nécessité d'un tel programme pour préparer la population au plébiscite qui doit avoir lieu au début de 1981.

26. Le Conseil prend note avec intérêt de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle elle est d'accord sur le fond avec les observations faites par la Mission de visite quant à la nécessité d'une éducation politique supplémentaire avant la tenue du plébiscite sur le statut futur du Territoire. Il note également avec intérêt la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle elle est disposée à apporter l'assistance appropriée aux gouvernements locaux pour assurer l'éducation politique.

### Système judiciaire

27. Le Conseil note que la section 5 de l'ordonnance No 3039 prévoit le transfert des responsabilités judiciaires aux tribunaux existants créés conformément aux constitutions des Etats fédérés de Micronésie, des îles Marshall et des Palaos. Le Conseil se félicite du fait que dans les Etats fédérés de Micronésie, la nomination de deux des cinq juges qui doivent être nommés en application de la Constitution, est actuellement à l'examen. Le Conseil note les difficultés éprouvées par le Gouvernement des îles Marshall pour trouver et attirer des candidats qualifiés pour les postes de magistrat, mais se félicite de la détermination du gouvernement de créer un système judiciaire dès que possible.

/...

## C. PROGRES ECONOMIQUE

### Généralités

28. Le Conseil de tutelle constate, avec la Mission de visite, que la Micronésie ne pourrait subvenir elle-même à ses besoins qu'en réduisant de façon radicale le niveau de vie de la population. En particulier, les déséquilibres structurels de l'économie ne paraissent pas avoir été réduits de manière significative. Dans ces conditions, il estime qu'au moment où les Micronésiens ont à se prononcer, ou se sont déjà prononcés, sur la forme de leur gouvernement, l'aide économique au Territoire devrait être accrue afin de permettre aux populations d'atteindre un certain degré d'autodétermination. Il note à cet égard que l'économie micronésienne semble avoir durement ressenti les effets de l'inflation et de la hausse du prix de l'énergie.

29. Le Conseil note que la valeur des importations du Territoire est cinq fois plus élevée que celle des exportations. Dans la mesure où les ressources tirées de l'agriculture, de l'artisanat, de la pêche et du tourisme ne peuvent augmenter rapidement dans des proportions significatives, le Conseil demande à l'Autorité administrante de favoriser le développement de productions susceptibles de satisfaire les besoins locaux, en particulier alimentaires. Il note que l'Autorité administrante fournit une assistance aux nouvelles entités qui le souhaitent afin de développer les produits locaux et de décourager ainsi les achats de produits similaires à l'étranger.

30. Le Conseil se félicite de l'inclusion de l'huile de coco dans le système général de préférences tarifaires. Il note avec satisfaction que les droits de douane frappant l'huile de coco, réduits de 25 p. 100 en 1980, seront définitivement éliminés le 1er janvier 1981.

31. Le Conseil prend note de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle les plans indicatifs établis par les gouvernements locaux ont reçu un commencement d'exécution, notamment en ce qui concerne l'infrastructure économique.

32. Le Conseil note avec satisfaction la déclaration du Haut Commissaire selon laquelle les objectifs du programme quinquennal d'amélioration de l'équipement de 1976 seraient atteints l'an prochain.

33. Le Conseil regrette que la deuxième phase du programme d'amélioration de l'équipement, qui avait été conçue pour assurer le développement des îles périphériques, ne soit plus considérée par l'Autorité administrante que comme un élément d'étude.

34. Le Conseil note qu'il est difficile dans certaines parties du Territoire de disposer d'un approvisionnement régulier en eau et en électricité.

### Finances publiques

35. Le Conseil note que les autorités locales ont la possibilité de déterminer les priorités de leurs programmes à l'intérieur des limites budgétaires.

36. Le Conseil a pris note avec intérêt du tableau de prévisions budgétaires pour 1979/80 et 1980/81 présenté par l'Autorité administrante. Selon les indications fournies, l'Autorité administrante maintiendra au même niveau les subventions aux trois entités. Certains représentants micronésiens estiment toutefois que ces subventions ne suffiraient pas à couvrir les dépenses auxquelles ils auraient à faire face pendant la période transitoire.

37. Le Conseil prend note de la déclaration du représentant des Etats fédérés de Micronésie sur la complexité du système actuel de gestion. Il note avec intérêt que l'expert dont l'Autorité administrante s'est assuré les services assistera les gouvernements intéressés en vue de rationaliser le système de gestion financière et de faciliter l'établissement du budget et de la comptabilité.

38. Le Conseil réitère son opinion selon laquelle le système des taxes et impôts du Territoire doit tendre à décourager les importations de biens et produits qui peuvent être obtenus sur place.

### Aide des institutions internationales et des pays tiers

39. Le Conseil encourage vivement les dirigeants du Territoire à développer leurs relations avec les divers organismes régionaux et internationaux.

40. Le Conseil note également avec satisfaction l'assistance fournie par l'OMS dans le cadre du programme triennal de développement de la santé, lancé en 1979, notamment dans le domaine de la formation de personnel médical et paramédical et de l'octroi de bourses. L'intervention de l'OMS a également permis de réduire la mortalité due à certaines maladies, d'améliorer l'alimentation des enfants et de permettre à la communauté de contrôler elle-même ces maladies. Des cours de formation pour l'enseignement de la nutrition et de la santé ont été organisés l'été dernier en liaison avec la Commission du Pacifique sud (GPC). Le Conseil encourage les entités à poursuivre dans cette voie.

41. Le Conseil note avec satisfaction les efforts entrepris par les gouvernements du Territoire en vue de nouer des relations ou de développer une coopération avec les autres Etats de la région.

### Crédit

42. Le Conseil prend note de la restructuration en cours du Fonds de prêt au développement économique du Territoire, chargé d'assurer la mise en route des banques de développement des nouvelles entités.

/...

### Questions foncières

43. Le Conseil note avec satisfaction que le transfert des terres domaniales aux autorités locales a été achevé, à l'exception de petits territoires des îles Palaos où subsistent encore certaines difficultés administratives.

44. Le Conseil note que le Gouvernement du Territoire n'a pas encore trouvé les moyens de financer l'achat ou la location des terrains qu'il détient actuellement en vertu d'accords de jouissance de durée indéterminée.

### Agriculture et élevage

45. Le Conseil estime que le développement de la production agricole et de l'élevage en vue de satisfaire les besoins de la population est prioritaire. Il demande, en outre, à l'Autorité administrante de favoriser une agriculture tournée vers l'exportation.

46. Le Conseil émet le vœu que l'étude sur le développement de plantations de poivriers à Ponape et le projet d'élevage de poulets de Truk soient rapidement menés à terme.

47. Le Conseil a pris note de la distribution d'une nouvelle variété de cocotier et demande à l'Autorité administrante de maintenir son effort pour améliorer le rendement des plantations de cocotiers, de manière à assurer l'approvisionnement des deux usines de traitement de coprah existant dans le Territoire.

48. Le Conseil note avec intérêt que l'Autorité administrante a commandé deux scieries en vue d'entreprendre l'exploitation des ressources forestières à Ponape et Kosrae.

49. Le Conseil note que le programme de réparation des dommages causés par le typhon Alice sera mené à bien au cours des prochains mois.

### Ressources marines

50. Le Conseil note avec satisfaction que les trois autorités maritimes des Etats fédérés de Micronésie, des îles Marshall et des Palaos travaillent à renforcer leur législation pour assurer la protection de la zone des 200 milles. Il prend note de l'intention de l'Autorité administrante de fournir à cet égard son assistance afin que les droits des Micronésiens sur la zone des 200 milles soit respectés.



51. Le Conseil se félicite des résultats de la Conférence d'Honolulu du mois de mai, qui a permis aux trois entités de négocier en tant qu'unité, avec les intérêts américains, sur la pêche en haute mer. Il note avec intérêt que l'accord de pêche entre les îles Marshall et le Gouvernement japonais a été paraphé.

52. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante apporte une constante attention aux projets visant à améliorer l'exploitation des ressources marines. Il se félicite en particulier de l'installation de services de recherche marine aux Palaos.

53. Le Conseil espère que les trois entités deviendront dès que possible membres de l'association régionale de pêche du Pacifique sud qu'il est prévu de créer.

### Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

54. Le Conseil de tutelle note que, durant l'année considérée, la délégation du Territoire sous tutelle à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer a été composée de représentants des Etats fédérés de Micronésie, des îles Marshall et des Palaos.

55. Le Conseil note avec intérêt que les représentants des Etats fédérés de Micronésie et des îles Marshall ont approuvé une proposition officieuse présentée le 20 mars 1980 par les Philippines et les îles Salomon, concernant les parties signataires à la Convention.

### Industrie légère

56. Le Conseil réitère sa préoccupation devant l'absence de petites entreprises industrielles dans le Territoire.

### Tourisme

57. Le Conseil considère que la Micronésie peut être considérée comme une région susceptible d'attirer les touristes. Il note qu'un taux de croissance de 26 p. 100 a été enregistré l'année précédente dans ce domaine.

58. Partageant les conclusions de la Mission de visite et le point de vue exprimé dans le plan quinquennal de développement, le Conseil estime que le tourisme devrait faire l'objet d'un plan d'ensemble soigneusement préparé et ne pourrait, en tout état de cause, être développé que progressivement. Il note à cet égard que la mise en place d'une industrie touristique nécessiterait une infrastructure développée (routes, eau, électricité, hôtels) et l'existence d'un marché potentiel de touristes.

59. Tout en se félicitant de la croissance du tourisme, le Conseil réitère le voeu que les intérêts de la population, les structures sociales existantes et l'environnement soient respectés et protégés.

/...

### Transports et communications

60. Le Conseil estime, avec la Mission de visite, que les transports et les communications continuent à poser un problème sérieux dans le Territoire.
61. Le Conseil note avec intérêt que les sept nouveaux navires, chargés d'assurer la desserte des différentes îles, fonctionnent de manière satisfaisante.
62. Il note avec satisfaction que la gestion de trois d'entre eux a été transférée au Gouvernement des îles Marshall, et celle des quatre autres au Gouvernement des Etats fédérés de Micronésie.
63. Le Conseil note avec satisfaction que la construction de nouveaux docks à Majuro et à Yap est achevée et que les travaux de construction du dock de Kosrae doivent commencer incessamment. Il exprime l'espoir que les ressources financières nécessaires à la construction de docks à Truk et aux Palaos seront rapidement dégagées.
64. Le Conseil prend note avec intérêt de la demande faite par la Continental Airlines de droits supplémentaires d'accès au Japon.
65. Le Conseil note avec satisfaction que l'agrandissement de l'aéroport international de Truk est en cours d'exécution, que de nouvelles améliorations seront apportées cette année aux aéroports de Ponape et des Palaos, et que des aéroports seront construits à Yap et Kosrae.
66. Le Conseil note avec regret que le réseau routier laisse toujours à désirer dans certaines parties du Territoire.
67. Le Conseil a noté le vœu des habitants du Territoire de voir se développer un système de communication par satellites afin de permettre l'amélioration des liaisons internes et externes de la Micronésie.

### Coopératives

68. Le Conseil note que les attributions du Gouvernement du Territoire sous tutelle concernant les fermes coopératives ont été transférées aux entités respectives.



## D. PROGRES SOCIAL

### Services médicaux et sanitaires

69. Le Conseil de tutelle se félicite de la mise sur pied d'un programme de formation de personnel sanitaire pour le Territoire sous tutelle. Le Conseil note que ce programme, dont les installations sont situées à Ponape, offre des cours intéressant tous les aspects des soins médicaux, et notamment une formation spéciale en matière de psychiatrie à la Faculté de médecine de l'Université d'Hawaï.

70. Le Conseil note que le Gouvernement des îles Marshall a conclu un accord avec la Mission des adventistes du septième jour à Guam pour que celle-ci se charge du contrôle et de la gestion des services de santé qui relevaient précédemment du Ministère des services de santé.

71. Le Conseil note que les services de santé en Micronésie continuent d'éprouver des difficultés pour recruter des médecins micronésiens dotés des qualifications voulues et fait sienne la suggestion de la Mission de visite de 1980 tendant à ce que les gouvernements des territoires envisagent d'offrir des avantages susceptibles d'encourager les jeunes gens à étudier la médecine.

72. Le Conseil note avec regret que, de 1978 à 1979, le nombre des dispensaires a diminué dans le Territoire sous tutelle, faute de personnel et de crédits. Le Conseil note que les dispensaires sont la pierre angulaire des services de santé dans le Territoire sous tutelle et fait sienne l'observation de la Mission de visite selon laquelle la réduction du personnel MEDEX constitue une fausse économie car le nombre des malades qui doivent être aiguillés vers un hôpital s'en trouve augmenté.

73. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante a autorisé l'ouverture d'un crédit de 24,4 millions de dollars pour les services de santé dans les îles Mariannes septentrionales et que l'hôpital de Majuro, aux îles Marshall, a été sensiblement amélioré, à titre de mesure intérimaire jusqu'à la construction d'un nouvel hôpital.

74. Le Conseil note que l'un des principaux problèmes qui se posent dans le domaine des soins médicaux reste le coût élevé de l'entretien. Le Conseil fait siennes les observations formulées par les missions de visite de 1976 et 1980, selon lesquelles il faudrait veiller davantage à ce que les installations en cours de construction soient réalisées dans des conditions telles qu'elles puissent être utilisées pendant un nombre raisonnable d'années. A ce propos, le Conseil réitère la recommandation formulée par la Mission de visite de 1980, selon laquelle il conviendrait d'employer autant que possible des matériaux locaux, à la fois pour encourager l'utilisation des ressources locales et pour éviter l'importation coûteuse de matériaux inadaptés aux conditions climatiques.

75. Le Conseil prend note de l'observation de la Mission de visite de 1980 concernant les efforts déployés par l'Administration pour réduire le nombre des malades transportés à l'extérieur du Territoire pour traitement médical, en envoyant des spécialistes dans les divers hôpitaux des îles pour y pratiquer sur place des opérations ou y administrer un traitement médical nouveau. Le Conseil convient avec la Mission que ce système peut fort bien être plus rentable et moins éprouvant pour les malades.

76. Le Conseil félicite l'Autorité administrante des efforts incessants qu'elle déploie pour améliorer la santé dans le Territoire sous tutelle. Le Conseil note que les statistiques fournies par l'Autorité administrante indiquent un déclin marqué des principales maladies dans les îles, ce qui témoigne du succès du programme de vaccinations exécuté dans le Territoire sous tutelle, et il note avec satisfaction la baisse de la mortalité liée aux maladies intestinales. Toutefois, le Conseil prie instamment l'Autorité administrante de tout mettre en oeuvre pour remédier à la pénurie de médicaments et d'autres fournitures médicales qui entrave actuellement le fonctionnement des services de santé dans le Territoire sous tutelle.

#### Développement communautaire

77. Le Conseil note avec satisfaction les impressionnants exemples d'action communautaire remarquables par la Mission de visite de 1980 à Tol (Truk) et dans le secteur ouest de Babelthaup (Palaos). Le Conseil partage l'espoir exprimé par la Mission que la population de la Micronésie prendra conscience de la nécessité de participer plus activement aux projets de développement communautaire et réitère l'observation formulée par la Mission, selon laquelle le Territoire compte encore trop largement sur l'aide extérieure pour le financement des activités communautaires.

#### Main-d'oeuvre

78. Le Conseil reste préoccupé par le grave problème du chômage et par le déséquilibre qui existe entre les salariés employés dans le secteur public et ceux qui sont employés dans le secteur privé.

#### Logement

79. Le Conseil félicite l'Autorité administrante pour ses programmes de construction d'habitations à bon marché, mais note l'observation de la Mission de visite de 1980, selon laquelle 36 p. 100 des 13 000 unités d'habitation existant dans le Territoire sous tutelle sont en mauvais état. Le Conseil prie l'Autorité administrante d'apporter l'attention qui s'impose à la possibilité d'utiliser des matériaux locaux pour les futurs programmes de construction, afin d'éviter un entretien coûteux et d'employer au maximum la main-d'oeuvre micronésienne.

Questions relatives à la jeunesse

80. Le Conseil fait sienne l'observation formulée par la Mission de visite de 1980, selon laquelle les programmes "Outward Bound" (activités en plein air) et autres programmes analogues devraient être étendus. Ces programmes encouragent l'esprit d'entreprise et l'autosuffisance et aideront les Micronésiens à surmonter le problème du chômage des jeunes et celui de la délinquance juvénile, qui sont liés. Le Conseil félicite l'Autorité administrante pour le soutien qu'elle apporte à ces programmes.

Peace Corps

81. Le Conseil souscrit à l'évaluation positive formulée par la Mission de visite de 1980 à l'égard du programme du Peace Corps en Micronésie. Il note avec satisfaction les efforts déployés par le Peace Corps pour promouvoir l'autosuffisance.

E. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

Généralités

82. Le Conseil de tutelle note qu'il a été dit à plusieurs reprises à la Mission de visite de 1980 que la politique suivie par l'Autorité administrante en ce qui concerne l'enseignement était particulièrement digne d'éloges, et il réaffirme sa satisfaction devant les résultats obtenus par l'Autorité administrante, notamment la généralisation de l'enseignement primaire et le taux élevé de fréquentation des établissements d'enseignement secondaire.

83. Le Conseil exprime à nouveau l'espoir que les étudiants seront encouragés à choisir des domaines d'études qui leur donneront le moyen de participer aux efforts de développement de la Micronésie. Les missions de visite envoyées dans le Territoire n'ont jamais manqué de souligner la nécessité d'accorder une plus large place à la formation professionnelle et technique, et le Conseil note que l'importance de ce type de formation semble être de plus en plus largement reconnue dans tout le Territoire sous tutelle.

84. Le Conseil prend note de l'observation faite par la Mission de visite de 1980 selon laquelle le nombre croissant de suicides parmi les jeunes, essentiellement semble-t-il parmi ceux d'entre eux qui ont un diplôme de l'école secondaire ou ont abandonné leurs études du second degré et sont en chômage, est un sujet d'inquiétude en Micronésie. Le Conseil note que les compétences acquises au prix de tant d'efforts peuvent ne pas assurer de possibilité de carrière automatiquement dans le Territoire sous tutelle, et réitère l'observation de la Mission de visite selon laquelle les politiques d'enseignement devraient s'axer à l'avenir sur des matières offrant des possibilités d'emploi satisfaisantes dans le Territoire.

Enseignement primaire et secondaire

85. Le Conseil prend note de l'observation faite par la Mission de visite de 1980 selon laquelle, comme dans le cas des hôpitaux, l'état de nombreuses écoles dont les précédentes missions avaient fait l'éloge s'était dégradé depuis lors. La seule solution à ce problème serait d'inscrire au budget des crédits pour l'entretien de tous les nouveaux projets publics. En outre, le Conseil demande à l'Autorité administrante d'accorder la priorité à la formation de la population locale aux travaux d'entretien.

86. Le Conseil considère le fait que l'Autorité administrante ait réussi à instituer un enseignement primaire gratuit d'autant plus méritoire que le fonctionnement d'un système de ce genre sur des îles souvent situées à de grandes distances des principaux centres de population pose des problèmes. Maintenant que l'enseignement primaire est généralisé, le Conseil espère que les politiques en matière d'enseignement viseront à l'avenir à améliorer la qualité de l'enseignement. En particulier, le Conseil demande à l'Autorité administrante de porter principalement son attention sur l'insuffisance des qualifications de la majorité des enseignants du Territoire sous tutelle, et il accueillerait avec satisfaction la mise en oeuvre de nouveaux programmes de formation intensive avant la levée de l'Accord de tutelle.

87. Le Conseil prend note avec intérêt des plans visant à créer dans le Territoire sous tutelle un service d'enseignement de l'anglais qui sera organisé sur le modèle du programme de développement linguistique Tate/CPS (Commission du Pacifique sud).

88. Le Conseil prend note de l'observation faite par la Mission de visite de 1980 selon laquelle la qualité des installations et du matériel d'enseignement des écoles secondaires est plus satisfaisante que celle des écoles primaires.

89. Le Conseil prend note de l'observation faite par la Mission de visite de 1980 selon laquelle, étant donné la haute qualité de l'enseignement dispensé par les écoles privées, les autorités devraient faire de plus grands efforts pour aider ces établissements à surmonter leurs difficultés financières actuelles.

90. Le Conseil fait sienne l'opinion exprimée par la Mission de visite de 1980 selon laquelle l'enseignement dans le Territoire sous tutelle devrait encourager autant que possible le développement d'une identité micronésienne. A ce sujet, le Conseil partage la satisfaction de la Mission à propos de projets tels que le Marshalls Traditional Culture Heritage (MATCH) et des projets lancés par le Curriculum Development Center de Delap (Majuro). De même, le Conseil approuve l'observation faite par la Mission selon laquelle la recherche d'une identité locale ne doit pas faire oublier les exigences du monde moderne et que l'anglais reste pour la plupart des Micronésiens le seul moyen de communiquer tant entre eux qu'avec l'extérieur.

### Enseignement supérieur

91. Le Conseil souscrit à la suggestion faite par la Mission de visite de 1980, à savoir que les responsables de l'enseignement dans le Territoire sous tutelle envisagent d'organiser des cours préparatoires à l'intention des étudiants qui vont suivre des cours d'enseignement supérieur à l'étranger.

92. Le Conseil prend note avec inquiétude de la déclaration du Président Nakayama des Etats fédérés de Micronésie, concernant le mauvais état, qui va s'aggravant, des bâtiments du Collège de Micronésie à Ponape.

93. Le Conseil accueille avec satisfaction le Special Service Project (Projet MICRO) créé en vertu du Titre IV du Higher Education Act et dans le cadre duquel l'Autorité administrante a pu faire bénéficier 22 étudiants micronésiens de places offertes par des établissements d'enseignement supérieur de l'ouest des Etats-Unis.

### Formation professionnelle

94. Le Conseil accueille avec satisfaction les programmes d'enseignement professionnel tels que le Micronesian Trades Apprenticeship Program et le Young Adult Conservation Corps.

Le Conseil partage la préoccupation exprimée par la Mission, qui considère que ces programmes devraient être contrôlés régulièrement en vue de s'assurer qu'ils répondent aux besoins de main-d'oeuvre.

### Formation pédagogique

95. Le Conseil prend note de l'observation faite par la Mission de visite de 1980 selon laquelle les carrières de l'enseignement ne peuvent rivaliser avec la fonction publique qui offre de meilleures perspectives financières. Le Conseil espère donc que l'on pourra mettre sur pied avant la levée de l'Accord de tutelle, un programme incitant à faire carrière dans l'enseignement, en vue d'améliorer le niveau de l'enseignement.

## F. EVOLUTION CONSTITUTIONNELLE ET PROGRES VERS L'AUTONOMIE OU L'INDEPENDANCE

96. Le Conseil de tutelle réaffirme le droit inaliénable de la population de la Micronésie à l'autodétermination, y compris le droit à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies et à l'Accord de tutelle.

97. Le Conseil note qu'aux Palaos, le projet de constitution élaboré par la Convention constitutionnelle a été approuvé par les électeurs à une majorité écrasante lors du référendum tenu le 9 juillet 1979 et observé par une Mission de visite des Nations Unies. Il regrette que l'établissement d'un gouvernement constitutionnel aux Palaos ait été retardé et exprime l'espoir qu'une solution sera trouvée conformément aux vœux démocratiquement exprimés de la population, ce qui permettra au processus constitutionnel de se poursuivre.

/...



98. Le Conseil note avec intérêt les déclarations de l'Autorité administrante relatives aux progrès des négociations en vue de la libre association engagée avec les Micronésiens sur la base de l'Accord de Hilo de 1978.

99. Le Conseil de tutelle prend note des négociations qui se sont déroulées à Kona (Hawaï) du 7 au 14 janvier 1980, au cours desquelles le futur statut politique de la Micronésie a été discuté par les représentants des îles Marshall et des Etats fédérés de Micronésie, les observateurs des Palaos et le représentant personnel du Président des Etats-Unis.

100. Le Conseil prend note à ce sujet de la déclaration du Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères des îles Marshall, selon laquelle un accord a été réalisé avec les Etats-Unis sur la question du règlement des différends qui pourraient surgir à propos des questions relatives à l'environnement, et le Gouvernement des îles Marshall estimait qu'il avait été pleinement fait droit à ses préoccupations.

101. Le Conseil note que le Président des îles Marshall et le représentant personnel du Président des Etats-Unis ont paraphé l'Accord de libre association entre les îles Marshall et les Etats-Unis.

102. Il note que les représentants des Etats fédérés de Micronésie n'ont pu parapher l'Accord, qui doit au préalable être examiné à l'échelon national et fédéral.

103. Le Conseil note également la création en mars 1980 de la Commission des Palaos chargée du statut et du régime de transition. Il est prévu qu'une réunion de cette Commission avec des représentants de l'Autorité administrante ait lieu prochainement à Guam.

104. Le Conseil note avec intérêt les déclarations des représentants des entités du Territoire, qui ont souligné, comme l'an dernier, leur désir de maintenir des relations privilégiées et étroites avec l'Autorité administrante après la levée de la tutelle.

105. Le Conseil espère que les négociations en cours entre l'Autorité administrante et les entités micronésiennes concernées aboutiront à un résultat mutuellement satisfaisant dans le respect de la personnalité de chacun. Il souhaite que l'Autorité administrante continue à le tenir informé des progrès des pourparlers.

106. Le Conseil note qu'une fois l'Accord de libre association signé, le Gouvernement des Etats-Unis et les gouvernements des entités le soumettront à un référendum qui aura lieu simultanément dans chacune des zones où il s'applique, au début de l'année prochaine. Il prend note avec intérêt de l'intention exprimée par l'Autorité administrante de demander à la communauté internationale de participer à l'observation du référendum par l'intermédiaire des organes appropriés des Nations Unies.

107. Le Conseil réitère avec insistance son avis selon lequel toute la population de la Micronésie doit avoir, avant ce référendum, toute possibilité de s'informer sur les divers choix politiques qui s'offrent à elle, y compris l'indépendance.

108. Pas plus que les années précédentes, le Conseil ne fait de recommandations précises quant au statut politique futur des différentes entités micronésiennes. Il rappelle son opinion selon laquelle la libre association est une option qui n'est pas incompatible avec les termes de l'Accord de tutelle, dès lors que les populations l'auront librement acceptée.

109. Le Conseil prend bonne note de l'intention des Etats-Unis de conclure les négociations et de chercher à mettre fin à l'Accord de tutelle d'ici à 1981.

110. Il relève avec intérêt la déclaration du représentant des Etats-Unis selon laquelle son gouvernement a l'intention de procéder ainsi en pleine conformité avec la Charte des Nations Unies, et le conseil note que, le moment venu, le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention de traiter la question de la levée de l'Accord en liaison avec le Conseil de tutelle et le Conseil de sécurité.

111. Le Conseil demande à l'Autorité administrante d'envisager de maintenir, à l'issue de son mandat, le montant de son aide à un niveau comparable à celui existant actuellement.

112. Le Conseil prend note avec intérêt de la suggestion du Gouverneur des îles Mariannes septentrionales tendant à proclamer 1981 "Année du Pacifique".

113. Le Conseil exprime une nouvelle fois le souhait que les Micronésiens prennent toutes dispositions en vue d'établir, après la levée de la tutelle, l'entité panmicronésienne qu'ils ont convenu de créer à Molokai, en octobre 1977.

-----